



EXTRAIT
du registre des Délibérations du Conseil Municipal
séance du 2 avril 2024

NOMBRE DE MEMBRES		
Afférents au Conseil Municipal	en exercice	qui ont pris part à la Délibération
45	45	44

2024 - 47 COMMANDE PUBLIQUE
CONCOURS DE MAITRISE D'ŒUVRE POUR LA REQUALIFICATION
DES PLACES DU PETIT PUY, ANTOINE GODEAU ET DU 24 AOUT

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 26 mars 2024, s'est réuni le mardi 2 avril 2024 à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILIPPE sous la présidence de Monsieur Jérôme VIAUD, Maire.

PRESENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire et Mesdames et Messieurs les Adjoints :
Valérie COPIN, Christophe MOREL, François ROUSTAN, Catherine BUTTY, Gilles RONDONI, Claude MASCARELLI, Nicolas DOYEN, Ali AMRANE, Murièle CHABERT, Pascal PELLEGRINO, Marie-Madeleine GUALLINO, Cyril DAUPHOUD, Anne-Marie DUVAL, Jean-Marc GARNIER, Dominique BOURRET, Marie CHABAUD, Roger MISSENTI, Mélanie ZARRILLO, Philippe BONELLI, Annie OGGERO-MAIRE, Karine GIGODOT, Serge PERCHERON, Laurence COSTE, Richard KISS, Jeannette GISQUET, Jean-Pierre BICAIL, Jocelyne BUSTAMENTE, Jean-François LAPORTE, Stéphanie MANDREA, Charles FERRERO, Levanna CALATAYUD, Alexandre GAIFFE, Paul EUZIERE, Magali CONESA, Mékia Noura ADDAD, Stéphane CASSARINI, Bernard BRUNEAU, Jean-Paul CAMERANO.

PART EN COURS DE SEANCE :

Monsieur Jean-Marc GARNIER
(Prend part aux délibérations N°34 à N°80)
Madame Mélanie ZARRILLO
(Prend part aux délibérations N°34 à N°70)
Monsieur Charles FERRERO
(Prend part aux délibérations N°34 à N°67)

PART EN COURS DE SEANCE SANS PROCURATION :

ABSENTS EXCUSES :

Madame Aline BOURDAIRE
Madame Nicole NUTINI
Monsieur Franck BARBEY
Monsieur Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL
Madame Myriam LAZREUG

ABSENTS EXCUSES SANS PROCURATION :

Monsieur Patrick ISNARD

ABSENT SANS PROCURATION :

ARRIVE EN COURS DE SEANCE :

Monsieur Jean-Paul CAMERANO
(Prend part aux délibérations N°35 à N°83)

PROCURATION :

Madame Aline BOURDAIRE à Monsieur François ROUSTAN
Madame Nicole NUTINI à Madame Anne-Marie DUVAL
Monsieur Jean-Marc GARNIER à Madame Marie-Madeleine GUALLINO
Madame Mélanie ZARRILLO à Monsieur Philippe BONELLI
Monsieur Franck BARBEY à Monsieur Christophe MOREL
Monsieur Charles FERRERO à Madame Jocelyne BUSTAMENTE
Monsieur Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL à Monsieur Paul EUZIERE
Madame Myriam LAZREUG à Monsieur Stéphane CASSARINI

Les Conseillers présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un Secrétaire pris dans le sein du Conseil. Madame Valérie COPIN, ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal de la séance du 20 février 2024.

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie par délibération n° 2020-26 du 28 mai 2020 en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Question retirée à l'ordre du jour :

2024 - 54 **VALLON DE RASTIGNY**
PROTOCOLE TRANSACTIONNEL ENTRE LA VILLE DE GRASSE,
LA CAPG, LES SOCIETES ALDI ET IMMALDI

**VILLE DE GRASSE
CONSEIL MUNICIPAL**

2024 - 47

DU 2 AVRIL 2024

**COMMANDE PUBLIQUE
CONCOURS DE MAÎTRISE D'ŒUVRE POUR LA REQUALIFICATION
DES PLACES DU PETIT PUY, ANTOINE GODEAU ET DU 24 AOÛT**

RÉSUMÉ SYNTHÉTIQUE DU RAPPORT

La ville de Grasse engage une procédure formalisée sous la forme d'un concours restreint, afin de désigner un groupement de maîtres d'œuvre pour la requalification des places du Petit Puy, Antoine Godeau et du 24 Août à Grasse.

Cette procédure nécessite la constitution d'un jury (membres de la Commission d'Appel d'Offres et de personnalités compétentes), la fixation du montant de l'indemnité pour les membres ayant vocation de personnalité compétente et la détermination d'une prime qui sera versée aux candidats ayant été autorisés à élaborer un projet. Il conviendra enfin d'envisager l'anonymisation de la procédure et de passer un marché négocié sans mise en concurrence avec le lauréat.

INCIDENCE BUDGETAIRE

SERVICE GESTIONNAIRE	IMPUTATION BUDGETAIRE	MONTANT T.T.C.
DGST / Service de la Commande publique et des Achats	Dépenses estimées Recettes estimées	3 200 000 € H.T 1 300 000 €

Madame Valérie COPIN expose :

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le Code de la commande publique entré en vigueur le 1^{er} avril 2019, son ordonnance n° 2018-1074 du 26 novembre 2018 portant partie législative du code de la commande publique et le décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire dudit code ;

Vu l'article R.2172-2 du Code la commande publique relatif aux procédures applicables aux marchés de maîtrise d'œuvre supérieurs au seuil de procédure formalisée,

Vu les articles R. 2162-15 à R. 2162-21 du Code de la commande publique relatifs au déroulement du concours,

Vu les articles R.2162-22 et R. 2162-24 du Code de la commande publique relatifs à la composition du jury de concours,

Vu les articles R. 2172-4 à R.2172-6 du Code de la commande publique relatifs à la prime allouée,

Vu l'article R. 2122-6 du Code de la commande publique, relatif à la conclusion d'un marché négocié sans publicité ni mise en concurrence pour l'attribution du marché de maîtrise d'œuvre avec le lauréat,

Considérant que la ville de Grasse engage une procédure formalisée sous la forme d'un concours restreint avec niveau de prestations de type « Esquisse + ».

Considérant qu'afin de préparer les travaux du jury, une Commission Technique sera constituée auprès du maître d'ouvrage. Cette commission sera composée uniquement de techniciens. Son rôle consistera à effectuer une analyse objective et factuelle des dossiers de candidature, puis des projets remis par les candidats autorisés à poursuivre.

Considérant que la procédure de concours sera suivie d'une procédure de marché négocié sans publicité ni mise en concurrence, conformément à l'article R. 2122-6 du Code de la commande publique, à laquelle participera le lauréat du concours afin d'attribuer le marché de maîtrise d'œuvre. Le maître d'ouvrage engagera alors la négociation avec ce lauréat et le marché de maîtrise d'œuvre sera attribué.

EXPOSE DU PROJET

L'objectif de cette opération est la requalification des places historiques du cœur médiéval de Grasse, à savoir les places du Petit Puy, Antoine Godeau et du 24 août à Grasse. La superficie totale des espaces est de 2 454 m² décomposée comme suit :

- La place du Petit Puy : 1 328 m²,
- La place Antoine Godeau : 316 m²,
- La place du 24 Août : 810 m².

Ce projet est inclus dans le périmètre de sauvegarde et de mise en valeur du centre historique de la ville de Grasse (PSMV). Ces trois places assurent la liaison avec les deux principaux édifices classés monuments historiques de la ville : l'ancien Palais épiscopal (actuellement en restauration) et la Cathédrale Notre-Dame-du-Puy. Il s'inscrit également sur un site à fort potentiel archéologique (diagnostic archéologique préalable en cours).

L'enveloppe prévisionnelle affectée aux travaux par le maître d'ouvrage est de 2 800 000 euros HT (valeur février 2024).

Le concours de maîtrise d'œuvre est une technique d'achat par laquelle le maître d'ouvrage, après avis d'un jury, choisit un projet parmi les propositions de plusieurs concurrents préalablement sélectionnés, en vue de l'attribution d'un marché de maîtrise d'œuvre. Le concours est un mode de sélection qui conduit le maître d'ouvrage à choisir à la fois un projet architectural et l'équipe de maîtrise d'œuvre qui le réalisera dans le cadre du marché confié suite au concours.

Un avis de concours a été publié au BOAMP, au JOUE, Le Moniteur TP (publication complémentaire) et sur le profil acheteur de la ville de Grasse. Le déroulement d'un concours de maîtrise d'œuvre consiste dans un premier temps à sélectionner des concurrents sur la base de critères de sélection définis dans le règlement de concours. La procédure étant restreinte, le nombre de candidats invités à remettre un projet est fixé à 3 ou 4 maximum, sous réserve d'un nombre suffisant de dossiers répondant aux critères de sélection. Au vu de l'avis du jury, le maître d'ouvrage fixe la liste des candidats admis à concourir.

Dans un deuxième temps, le jury examine les dossiers et plans présentés de manière anonyme, établit un classement des projets et émet un avis sur la base des critères d'évaluation définis dans l'avis de concours.

Après avis du jury et levée de l'anonymat des projets, le pouvoir adjudicateur de la collectivité désigne le lauréat du concours et entre en phase de négociation pour la conclusion d'un marché de maîtrise d'œuvre sans mise en concurrence.

A - JURY

Un jury composé conformément aux articles R 2162-17, R 2162-22 et R 2162-24 du Code de la commande publique est mis en place. Outre la commission d'appel d'offres qui sera membre de ce jury, celui-ci comprendra au moins un tiers de personnes disposant de la même qualification ou d'une qualification équivalente à celle qui sera exigée des candidats pour participer au concours. L'ensemble de ces membres aura voix délibérative. Des membres à voix consultative seront également désignés par arrêté du maire.

Ces personnalités qualifiées seront nommées par arrêté pris par Monsieur le Maire qui présidera le jury ou en déléguera la présidence, après désignation de l'Architecte des Bâtiments de France ou de son représentant, de l'Ingénieur du patrimoine du CRMH ou de son représentant et de deux représentants de l'Ordre des architectes.

Les membres, ayant vocation de personnalités qualifiées, appelés à participer au jury de concours de maîtrise d'œuvre seront indemnisés.

Il est proposé d'indemniser forfaitairement à la demi-journée et à la journée, sur la base du montant fixé à l'article A 614.2 du code de l'urbanisme, soit pour la vacation journalière à un centième du traitement brut annuel correspondant à l'indice brut 944, soit 430,74 € pour une vacation journalière.

Concernant les personnes qualifiées du jury, il s'agit de maîtres d'œuvre, d'experts techniques, de personnes ayant des qualifications spécifiques et exerçant à titre libéral.

Il est à noter que seront invités à participer au jury avec voix consultative :

- Monsieur le Trésorier Principal municipal ou son représentant,
- Madame la Directrice de la direction départementale de la protection des populations ou son représentant,
- Les agents de la Collectivité territoriale compétents en la matière qui fait objet de la consultation.

Après avoir analysé les candidatures et formulé un avis motivé sur celles-ci, le jury examinera les plans et projets présentés de manière anonyme par les opérateurs économiques admis à participer au concours, sur la base des critères d'évaluation définis dans l'avis de concours » (art. R. 2162-18, CCP).

B – ORGANISATION DE L'ANONYMAT

Il appartiendra au service de la Commande Publique d'anonymiser les plis : la circulaire interministérielle du 20 décembre 1999 conseille la désignation par arrêté du maire d'une ou deux personnes constituant le secrétariat du concours, chargées de recevoir les prestations et de mettre en œuvre la procédure permettant d'assurer le respect de l'anonymat en recensant les pièces constitutives du dossier remis par chaque candidat et en lui affectant un code permettant de transmettre au jury les projets anonymes.

En revanche, les fonctions de secrétaire du concours et de secrétaire du jury de concours doivent être dissociées car la présence pendant la réunion du jury d'une personne capable d'identifier les auteurs de chaque projet serait de nature à provoquer des interrogations sur le respect de la règle de l'anonymat (QE n° 19305 de M. Jean-Claude Carle publiée au JO Sénat le 15/09/2005 - Réponse publiée au JO Sénat le 12/01/2006).

C – COMMISSION TECHNIQUE

Le maître d'ouvrage créera également une commission technique dont le rôle sera de préparer les travaux du jury en effectuant une analyse objective des dossiers de candidature puis des projets. Sa composition est déterminée par le maître d'ouvrage.

D – PRIME

Une prime sera allouée par le maître d'ouvrage aux participants au concours ayant remis des prestations conformes au règlement de concours. Le montant de la prime indiqué dans le règlement de concours est fixé à **15 000 € HT** et pourra être réduit si les prestations demandées n'ont pas été fournies ou ne sont pas conformes à la demande. La rémunération du maître d'œuvre titulaire du marché qui fait suite au concours tiendra compte de la prime.

La commission Optimisation et performance des moyens et ressources ayant été saisie de ce dossier dans sa séance du 12 mars 2024,

Je vous demande de bien vouloir :

- **APPROUVER** le programme dont l'enveloppe prévisionnelle des travaux s'élève à 2 800 000 € HT ;
- **AUTORISER** l'organisation d'un concours restreint avec niveau de prestations « Esquisse + » en vue de l'attribution d'un marché négocié de maîtrise d'œuvre relatif à la requalification des places du Petit Puy, Antoine Godeau et du 24 Août à Grasse ;
- **FIXER** à trois ou quatre le nombre maximum de candidats admis à concourir, sous réserve d'un nombre suffisant de candidats répondant aux critères de sélection des candidatures ;
- **FIXER** le montant de la prime à 15 000 € HT pour chacun des participants au concours, qui sera allouée sur proposition du jury à chaque concurrent ayant remis des prestations et ceci dans les conditions prévues dans le règlement au concours ;

- **PREVOIR** la prise en charge des vacations et frais de déplacements des membres ayant la vocation de personnalités qualifiées du jury ;
- **AUTORISER** Monsieur le Maire à signer tous les documents relatifs au concours de maîtrise d'œuvre et à la procédure sans publicité ni mise en concurrence pour l'attribution du marché de maîtrise d'œuvre avec le lauréat ;
- **AUTORISER** Monsieur le Maire à solliciter toutes formes d'aide financière pour le financement de ce projet.

Après en avoir délibéré le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents ou représentés, adopte.

Délibération affichée le **3 AVR. 2024**
suivent les signatures
POUR EXTANT (COMPÉTENCE)
Le Maire,



La Secrétaire de séance
Valérie COPIN, Première Adjointe



Certifié exécutoire compte tenu de la publication sur le site internet le

- 3 AVR. 2024